



Communiqué de presse

Hiroshima, Nagasaki, nous n'oublierons jamais

6 août 1945 - 8 h 15, 9 août 1945 - 10 h 58, ces jours-là des centaines de milliers de personnes ont péri à Hiroshima et Nagasaki. En moins d'une demi-seconde, ils disparaissaient à tout jamais littéralement « atomisés » sans laisser la moindre trace de leur existence. Pour plus de 99 % d'entre eux, il s'agissait de femmes et d'enfants qui n'avaient rien à voir avec la guerre.

D'après une estimation récente, les morts immédiats sont estimé-e-s à plus de 200 000. Quant aux survivants ils souffrent de différents maux : brûlures, leucémie, stérilité, cancers, cécités La majorité des blessé.e.s moururent dans d'atroces souffrances, sans traitement disponible dans les 4 mois suivants. En 2007 252 000 personnes irradié.e.s vivaient encore souffrants toujours dans leur chair comme dans leur esprit des effets de l'arme atomique.

Ce sont trop de morts auxquels il faut ajouter les victimes collatérales que sont les irradié.e.s victimes des essais d'armes atomiques et les dégâts environnementaux comme, par exemple, dans les atolls de la Polynésie Française.

La CGT demande et a toujours demandé l'interdiction des armes nucléaires qui ne sont que des armes conçues pour terroriser des civils innocents et imposer le droit du plus fort ou au moins le droit de celui qui dispose d'une des armes les plus destructrices. La CGT exige l'élimination totale de toutes les armes nucléaires existantes.

La CGT demande que la France ratifie le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) adopté à l'Onu le 7 juillet 2017 et que les 25 pays l'ayant déjà ratifié soient rejoints par au moins 25 pays pour permettre son application.

Le Président de la République a annoncé qu'il utilisera 37 milliards d'Euros sur le budget de l'État uniquement pour la modernisation de la force de dissuasion nucléaire !

Cela a pour conséquence de relancer la course aux armements : acquisition, modernisation. Cela pèse sur les dépenses indispensables en matière sociale, du travail et environnementale « et sur les relations entre pays pas toujours sereines ».

La CGT proteste régulièrement sur l'urgence sociale qui s'aggrave, sur les dégâts environnementaux. Sur la lutte pour la transition écologique qui stagne, alors que les hôpitaux, écoles, transports publics ... sont en grave crise. Le pouvoir et sa politique néo-libérale détruisent systématiquement des pans entiers de notre modèle social.

La CGT exige que les 37 milliards d'Euros soient investis pour répondre aux besoins de la population et pour faire disparaître la misère des plus fragiles.

Montreuil, le 9 Août 2019